

Canicule et activité économique : que nous disent les entreprises ?

Par Mélanie Coueffé, Léo Parpais et Maxime Ponsart

L'été 2026 a été marqué par trois vagues de chaleur successives, accompagnées d'une sécheresse exceptionnelle et d'importants incendies. L'Enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France permet d'observer presque en temps réel la façon dont ces événements ont affecté les entreprises, avec des effets très différents selon les secteurs. Ces informations alimentent ensuite la prévision du PIB. Au total, l'impact sur l'activité resterait limité en 2026 et serait principalement concentré dans l'agriculture.

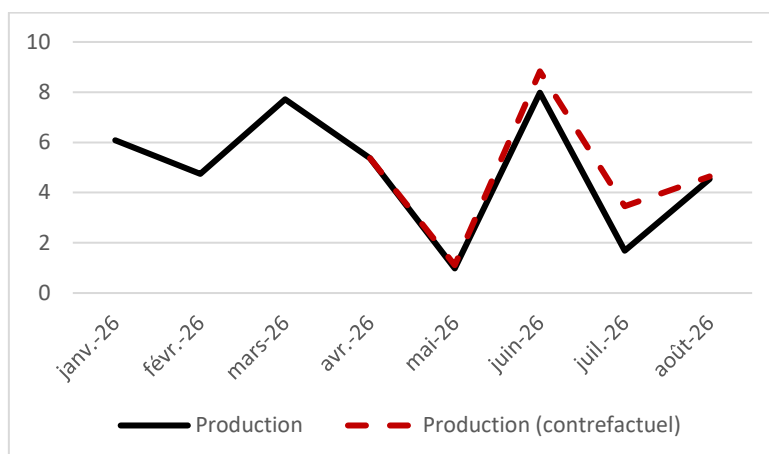
L'Enquête mensuelle de conjoncture (EMC) interroge chaque mois jusqu'à 8500 entreprises sur la progression de leur activité économique, leurs effectifs, leurs livraisons, leurs carnets de commande, etc. Ces réponses sont agrégées en soldes d'opinion décrivant la conjoncture économique, et sont utilisés dans les modèles de prévision économique de la Banque de France pour prévoir les variations trimestrielles du PIB.

Les commentaires des entreprises permettent d'identifier les effets des vagues de chaleur

En complément des questions de l'enquête de conjoncture, les chefs d'entreprise expliquent aux enquêteurs les facteurs qui affectent leur activité. Ces informations, consignées sous forme de commentaires libres, permettent d'identifier très rapidement les effets d'un événement particulier sur les entreprises.

Nous y avons cherché les références aux canicules, aux vagues de chaleur, aux incendies de Gironde et à la modulation des horaires de travail. En juillet 2026, 21 % des entreprises font spontanément référence à ces événements, dont 18 % aux canicules ou aux vagues de chaleur et 3 % aux incendies (19 % de références aux incendies en Nouvelle-Aquitaine). Les régions les plus chaudes ne sont pas nécessairement celles où les entreprises mentionnent le plus les vagues de chaleur : les entreprises situées dans les territoires plus régulièrement exposés pourraient être mieux adaptées à ces températures.

Graphique 1 : Solde d'opinion (publié et contrefactuel sans canicule) de l'évolution mensuelle de la production dans l'industrie manufacturière



Source : EMC, Banque de France.

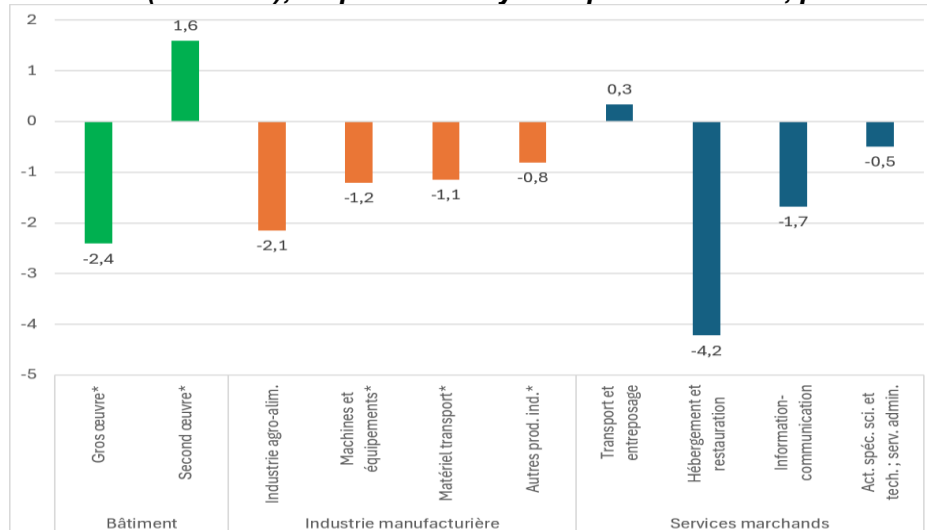
Note : Un solde d'opinion correspond à la différence entre la part des entreprises déclarant, par rapport au mois précédent, une hausse de leur production et celle déclarant une baisse. Un solde positif indique donc que le sentiment global des entreprises sur l'évolution de la production est positif.

À partir de ces mentions, nous avons ensuite construit des soldes d'opinion « contrefactuels » recalculés après exclusion des entreprises concernées (graphique 1). Concrètement, cela revient à assigner aux entreprises affectées la moyenne des réponses des entreprises n'ayant pas mentionné ces événements dans leur secteur d'activité. L'écart obtenu entre ces soldes « contrefactuels » et les soldes « réels » de l'enquête permet d'estimer un effet des canicules contenu dans les soldes « réels ». Une méthode similaire avait été mobilisée pour mesurer [l'effet des mouvements sociaux de 2023](#) ainsi que celui des [gilets jaunes sur l'activité](#).

Sur le graphique 1, on observe ainsi que les fortes chaleurs semblent avoir eu le plus d'effet sur l'activité industrielle en juillet : l'évolution mensuelle de la production a été de 1,7 point de solde, alors qu'elle aurait été à 3,5 sans l'épisode de canicule (soit +1,8 point de solde).

Des effets très contrastés selon les secteurs

Graphique 2 : Effet des canicules sur le solde d'opinion d'activité (services) ou de production (industrie), en point de moyenne plurimensuelle, par secteur.



Source : EMC, Banque de France

Note : Les soldes d'opinion sur les variations annuelles (i.e. par rapport au même mois de l'année précédente) sont présentés ici en moyenne entre mai et août. () : moyenne entre mai et juillet seulement, en raison des nombreuses fermetures en août.*

Lecture : Les canicules ont réduit le solde d'opinion relatif à la production de 2,1 points en moyenne entre mai et août dans l'industrie agroalimentaire.

L'impact des canicules sur l'activité est globalement négatif mais très contrasté selon les secteurs (graphique 2). L'hébergement-restauration et l'agroalimentaire sont les plus durement touchés parmi ceux couverts par l'enquête. Dans l'industrie, les effets sont environ deux fois plus marqués dans l'agroalimentaire que dans les autres sous-secteurs. Dans le bâtiment, les effets négatifs dans le gros œuvre sont en partie compensés par une activité plus dynamique dans le second œuvre (travaux de rénovations), avec un probable effet de substitution.

Les commentaires des chefs d'entreprise permettent d'identifier trois principaux mécanismes à l'œuvre :

Tout d'abord, la canicule a conduit les entreprises à adapter leur organisation. De nombreux aménagements horaires, parfois des fermetures, ont été mis en place dans l'industrie et le bâtiment, pour préserver les conditions de travail ou bien pour des raisons techniques comme la dégradation de certains matériaux du fait de la chaleur. Les entreprises concernées prévoient en général de rattraper le retard de production, ce qui indique qu'une baisse observée pendant la canicule ne se traduit pas nécessairement par une perte durable d'activité.

Ensuite, les fortes chaleurs ont modifié la demande, au bénéfice de certaines activités et au détriment d'autres. Le tourisme et l'hébergement-restauration ont enregistré un fort ralentissement de leur activité. À l'inverse, la demande de produits frais et de boissons a augmenté, tout comme les installations de climatiseurs, soutenant l'activité dans certaines branches du second œuvre. Le transport et l'entreposage ont également légèrement bénéficié de besoins de réapprovisionnement plus fréquents.

Enfin, certains effets sont indirects ou n'apparaissent qu'avec retard. Plusieurs entreprises de services aux entreprises signalent un ralentissement des commandes de leurs clients, qui préfèrent probablement réduire et reporter des dépenses. Certaines entreprises signalent un recours accru au télétravail.

Ces effets, relativement limités à court terme, sont complétés par des inquiétudes exprimées pour les mois à venir. Les entreprises de l'agroalimentaire signalent notamment la mortalité du bétail, l'épuisement précoce des stocks de fourrage et les effets de la sécheresse sur certaines cultures. Cela pourrait entraîner des baisses ou pénuries de production plus marquée sur l'automne et l'hiver, ainsi que des conséquences sur les prix.

De l'analyse sectorielle à la prévision du PIB

Ces informations permettent non seulement d'identifier les secteurs affectés, mais aussi de mieux interpréter les évolutions des soldes d'opinion utilisés dans la prévision à court terme. Pour les secteurs couverts par l'EMC et dont les soldes sont intégrés à nos modèles de prévision du PIB à court terme, nous estimons l'impact des épisodes caniculaires en comparant une prévision fondée sur les données publiées de l'EMC à une prévision fondée sur les données contrefactuelles purgées de l'effet des canicules.

Cette analyse suggère un effet limité sur la croissance du PIB : – 0,01 point au deuxième trimestre et – 0,03 point au troisième trimestre pour les secteurs couverts par l'enquête. Dans l'industrie, une partie de la baisse de production enregistrée pendant l'été serait ensuite rattrapée, ce qui contribuerait à un léger rebond à partir de septembre.

L'agriculture concentrerait l'essentiel de l'impact sur l'année

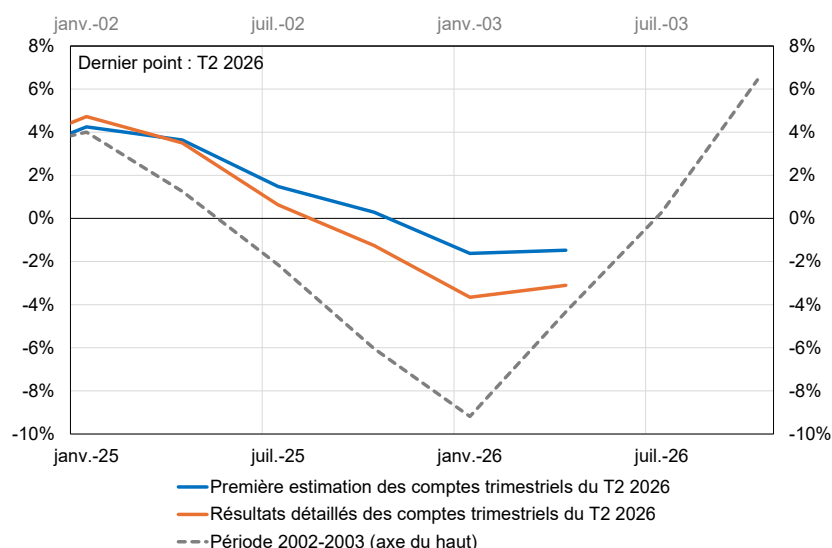
Cette estimation basée sur l'EMC ne couvre toutefois qu'une partie de l'économie. En effet, le secteur potentiellement le plus affecté par les vagues de chaleur et la sécheresse, l'agriculture, n'est pas couvert par l'enquête.

Les épisodes de canicule et de sécheresse ont des conséquences importantes sur la production agricole. L'impact sur la croissance trimestrielle est toutefois difficile à mesurer, la valeur ajoutée agricole étant en grande partie lissée sur l'année dans les [comptes trimestriels de l'Insee](#). Ce traitement tient compte du fait que la production agricole est comptabilisée tout au long du cycle de production, et non lors de la seule récolte.

En 2003, la valeur ajoutée agricole avait diminué de 15,4 % sur l'année. L'impact devrait être moindre en 2026, les pertes ayant été amplifiées en 2003 par un hiver froid et un printemps sec. En outre, le poids de l'agriculture dans le PIB est passé de 1,7 % en 2002 à 1,2 % en 2025.

Pour 2026, les premières estimations de l'Agreste, le service de statistique publique de l'agriculture, font état de fortes baisses de rendement pour plusieurs cultures, notamment le maïs et le fourrage. Fin août, l'Insee avait déjà commencé à intégrer ces pertes agricoles dans les comptes trimestriels. Les projections réalisées à l'aide de nos modèles suggèrent un recul d'environ 6 % de la valeur ajoutée agricole sur l'année, soit un impact sur la croissance annuelle du PIB de -0,1 pp.

Graphique 3 : Variation trimestrielle de la valeur ajoutée agricole



Source : Insee, calculs Banque de France. Note : La ligne bleue correspond à la VA agricole publiée fin juillet, dans la première estimation du PIB du T2. La ligne orange correspond à la VA agricole publiée fin août, dans les résultats détaillés du PIB du T2. La ligne pointillée grise correspond à la VA observée sur la période 2002-2003 (axe des abscisses du haut).

Dans les autres secteurs, les effets peuvent être positifs comme négatifs

Dans le secteur de l'énergie, les fortes chaleurs jouent à la fois sur la demande et sur les conditions de production. Les besoins accrus de climatisation et de refroidissement ont soutenu la consommation et la production d'électricité en juin et juillet. En août, à l'inverse, la production a diminué : les fortes chaleurs et la sécheresse ont notamment contraint plusieurs réacteurs nucléaires à réduire leur puissance ou à s'arrêter temporairement.

Dans les travaux publics, les fortes chaleurs ont surtout constitué une contrainte sur la production. Au 3^e trimestre 2026, 33 % des entreprises déclaraient rencontrer des goulots de production en lien avec des conditions climatiques défavorables selon l'Insee, soit le niveau le plus élevé depuis 2018. L'impact reste toutefois difficile à quantifier car il coïncide avec la période post-élections municipales, généralement marquée par une baisse de l'activité.

En définitive, les épisodes caniculaires auraient un impact de -0,1 point de PIB sur l'ensemble de l'année 2026

Dans les secteurs couverts par l'EMC, les effets des fortes chaleurs apparaissent très hétérogènes mais limités au niveau agrégé. L'analyse des commentaires des entreprises permet d'en comprendre les raisons : adaptation de l'organisation du travail, possibilités de rattrapage de la production et effets de demande parfois opposés selon les secteurs.

L'essentiel de l'impact macroéconomique sur l'année proviendrait de l'agriculture. Au total, les épisodes de chaleur et de sécheresse réduiraient la croissance annuelle d'environ 0,1 point en 2026. À titre d'ordre de grandeur, selon les [projections macroéconomiques de la Banque de France](#) publiées en septembre 2026, la croissance du PIB atteindrait 0,4 % sur l'année. Cette estimation est par ailleurs comparable à celle publiée par l'[Insee](#).

Enfin, cet effet sur le PIB ne mesure pas l'ensemble du coût économique des événements climatiques extrêmes. Les destructions de patrimoine naturel ou physique, notamment liées aux incendies, constituent des pertes de richesse qui ne sont pas nécessairement enregistrées dans le PIB, lequel mesure un flux de production.